

Une analyse multisectorielle et territorialisée de l'offre et la demande de services dans des territoires touchés par la crise BANGUI, RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE, MAI 2019

PLAN DE RELÈVEMENT DE KOKORO-BOEING ET PLATEAU



Photo: Louise Thaller, Bangui, décembre 2018

IMPULSÉ PAR

UNE INITIATIVE DE

AVEC LE SOUTIEN DE

SOUS L'ÉGIDE DE



Sommaire

Liste des acronymes utilisés	3
Remise en contexte de l'initiative	4
Présentation de l'initiative	5
Présentation de la méthodologie.....	6
Carte des zones d'évaluation AGORA.....	7
Brève description de la localité étudiée.....	8
<hr/>	
Eau et assainissement, l'offre de service.....	9
Carte des points d'eau disponibles dans la localité.....	9
Eau et assainissement, besoins des habitants et priorités.....	10
Assainissement, priorités retenues.....	11
<hr/>	
Santé, l'offre de services.....	12
Carte des principaux centres de santé disponibles dans la localité.....	13
Santé, besoins des habitants et priorités	13
<hr/>	
Education, l'offre de services	14
Carte des principales écoles disponibles dans la localité.....	14
Education, besoins des habitants et priorités.....	15
<hr/>	
Développement économique	16
Moyens de subsistance	17
Logement, terre et biens	18
Sécurité	19
Gouvernance	19
Besoins prioritaires de la communauté.....	19
<hr/>	
Déplacements	20
Déplacements (Suite).....	21
Carte des déplacés et des retournés.....	22
<hr/>	
Marchés et traversée de l'aéroport	23
Carte mise à jour des quartiers ainsi que des principaux services de la localité.....	24

Liste des acronymes utilisés et définitions

Liste des acronymes utilisés

AGR	Activité Génératrice de Revenus
AVEC	Association Villageoise d'Epargne Crédit
EHA	Eau, Hygiène Assainissement
FACA	Forces Armées Centrafricaines
FOSA	Formation Sanitaire
FSI	Forces de Sécurité Intérieure
GTSD	Groupe de Travail Solutions Durables
KBF	Kiosques Bornes Fontaines
LTB	Logements, Terre et Biens (LTB)
MSF	Médecin Sans Frontière
ONG	Organisation Non gouvernementale
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
QIPS	Quick Impact projects
RCPCA	Plan national de Relèvement et de Consolidation de la Paix en République centrafricaine
THIMO	Travaux à Haute Intensité de Main d'oeuvre

Définitions

Zone d'attraction d'un service : Zone habituelle de provenance de l'essentiel des usagers de ce service: il s'agit donc d'une projection géographique de l'attractivité territoriale d'un service.

Zone de chalandise d'un marché : Zone habituelle de provenance de l'essentiel des usagers du marché.

Bassins de vie : Également appelés « zones de voisinage », ils constituent une unité de territoire présentant une cohérence socio-économique et des réseaux de relations prévisibles entre ses parties prenantes.

Mise en contexte

LA PARTICULARITÉ DE LA CRISE URBAINE ET L'APPUI AUX RETOURS

La crise politico-militaire qui a secoué la République Centrafricaine en 2013 et 2014 a particulièrement affecté Bangui, la capitale. Des quartiers résidentiels entiers, déjà caractérisés par leur caractère informel et sous-intégrés au réseau d'infrastructures urbaines de base, ont été détruits. Ceci a engendré des vagues massives de migrations urbaines, qui ont particulièrement impacté le quotidien de nombreux habitants.

Alors que la ville de Bangui et ses environs accueillent encore près de 45 000 déplacés en 2017, ce chiffre a doublé en un an en raison des recrudescences de violences sporadiques au cours de l'année 2018¹. La multiplication des déplacements urbains - couplée au manque de visibilité quant à des possibilités de retour durable pour ces habitants - ajoutent ainsi une pression supplémentaire sur les défaillances chroniques des réseaux de services urbains de base.

Si la totalité des camps de déplacés internes sont aujourd'hui fermés, l'aide à destination des personnes vulnérables et des déplacés urbains se heurte à la difficulté de localiser les personnes dans le besoin et d'accompagner le rétablissement ou l'amélioration des conditions de vie et d'accès aux services dans les quartiers d'origine.

Les démarches pour favoriser le retour volontaire dans les quartiers d'origine ont pris par exemple la forme de programmes d'appui à la reconstruction d'abris et de soutien socio-économique, qui ciblent des ménages déplacés et vulnérables, sans nécessairement tenir compte des caractéristiques propres aux territoires de retour. Ces initiatives, majoritairement menées par les acteurs de l'aide humanitaire depuis 2015, se sont heurtées à un déficit de compréhension des « conditions préalables » au retour dans les territoires concernés et requièrent une appréhension plus fine de l'écosystème de gouvernance urbaine, de la fourniture de services de base², de la sécurisation des droits fonciers; qui sont autant d'outils nécessaires à la stabilisation des communautés et au développement local.

Les quartiers détruits ou désertés pendant la crise restant à reconstruire, les priorités sont donc multiples: la situation en appelle à la fois à des actions de relèvement socio-économique et de développement, afin d'assurer la fourniture des services locaux de base; mais également à couvrir des besoins d'assistance qui restent continus et significatifs dans ce contexte de sortie de crise et de grande fragilité.

Tandis que l'intégration durable des ménages retournés dans leurs quartiers de retour demeure un objectif important pour l'aide humanitaire déployée à Bangui, le Plan national de Relèvement et de Consolidation de la Paix en République centrafricaine³ (RCPCA) 2017-2020 met en parallèle l'accent sur le retour des acteurs étatiques dans la gestion des territoires et des services.

¹ Humanitarian Needs Overview, OCHA, 2018

² Lorsque la réponse urbaine requiert des politiques de développement urbain, Anne Burlat et Jean Bosco Abderamane, décembre 2017

³ Plan National de Relèvement et de Consolidation de la Paix, 2016

LA PLACE DES AUTORITÉS LOCALES DANS CE PROCESSUS

La municipalité de Bangui ainsi que les acteurs étatiques centrafricains tentent d'assurer la gestion des territoires et des services, mais ne disposent pas de ressources suffisantes.

Ainsi, les acteurs humanitaires et de développement internationaux contribuent à fournir certains services de base dans les quartiers de la ville de Bangui, en appui aux acteurs et aux populations locales. Dans cette situation, la mise en cohérence des interventions de relèvement proposées par les acteurs externes et les besoins à plus long-terme portés par les acteurs institutionnels et locaux est essentielle pour proposer une réponse adéquate aux facteurs de fragilité dans les localités les plus vulnérables de Bangui.

MÉCANISMES DE GOUVERNANCE LOCALE

La gouvernance locale des communes est aujourd'hui régie par deux ordonnances de 1988³, qui affectent aux communes un répertoire d'action à la fois large et flou en termes de planification et de gestion des services de base. Les communes répondent des préfectures, elles-mêmes sous l'égide du Ministère de l'Administration du Territoire. Ces mêmes ordonnances affectent un statut spécial aux communes de Bangui et de Bimbo, qui sont des Délégations Spéciales dont le Président / la Présidente est nommé.e. Un nouveau Code des Collectivités Territoriales est actuellement en discussion au Parlement, et pourrait être adopté dans les mois qui suivent la publication de ce rapport. Celui-ci élargirait notablement le champ de compétence des communes et mettrait fin au système de délégations spéciales.

Une étude réalisée à l'échelle nationale par la Banque Mondiale en 2017⁴ a révélé qu'en moyenne, les communes disposent d'un budget par an et par habitant inférieur à 650 XAF⁵. Cette contrainte budgétaire majeure s'est traduite par un déficit en investissement, mais aussi par une montée en puissance des acteurs de la société civile, qui, bénéficiant plus facilement que les autorités communales du soutien direct des partenaires humanitaires, ont pu administrer certains services initialement dévolus à l'État. Ceci a résulté en un manque de clarté sur la séparation des mandats, des rôles et des responsabilités des autorités locales et des organisations de la société civile vis-à-vis de leurs communautés.

Dans le cadre de l'évaluation territoriale menée par AGORA à Bimbo et dans le 3^{ème} arrondissement de Bangui, ce déficit de compréhension mutuelle est apparu clairement comme un obstacle à la bonne gouvernance.

³ Ordonnance n°88.006 du 06 février 1988 relative à l'organisation des collectivités territoriales et des circonscriptions administratives.

⁴ Enquête nationale sur les monographies communales, Groupe de la Banque Mondiale, février 2017

⁵ 650XAF = 0.99EUR, au 04/05/2019. source <https://exchangerate.guru/>

Informer les interventions de relèvement urbain

INFORMER LES INTERVENTIONS DE RELÈVEMENT URBAIN

L'initiative AGORA a été déployée à Bangui dans le cadre du projet «Appui au Retour» mis en œuvre par un consortium d'Organisations Non Gouvernementales (ONG) mené par ACTED et financé par le Fonds Bêkou dans certains quartiers particulièrement concernés par les dynamiques de retour des populations déplacées à Bangui. AGORA a réalisé des plans de relèvement locaux pour deux localités de la ville de Bangui (3^{ème} arrondissement) et de Bimbo (Kokoro-Boeing et Guitangola-Plateau), sur la base d'une analyse multi-sectorielle des besoins et d'une planification participative entre janvier et avril 2019.

Ce projet avait pour but de co-construire, avec tous les acteurs du territoire, une lecture partagée des besoins et des interventions nécessaires pour favoriser le relèvement local, en envisageant des projets urbains concertés, multi-sectoriels et adaptés aux spécificités de chaque territoire. En remettant les acteurs locaux au cœur du processus de planification, cette démarche promeut la convergence des points de vue et des stratégies entre les acteurs locaux pour orienter la structuration de l'aide dans le 3^{ème} arrondissement et dans la zones Sud-Ouest de l'aéroport de Bangui M'Poko, à Bimbo. Les Plans de Relèvement Locaux, résultat de ce travail de recherche et de planification consultative, proposent **des stratégies d'intervention concrètes pensées par les acteurs du territoire et pour les acteurs du**

KOKORO-BOEING ET LE PK5 PARTICULIÈREMENT AFFECTÉS PAR LA CRISE

Le choix des localités de l'étude s'est porté sur les zones les plus concernées par les destructions urbaines durant le conflit, mais également parmi les plus vulnérables et les moins bien intégrées dans le tissu urbain de la ville de Bangui. A ce titre, le 3^{ème} arrondissement de Bangui et les quartiers de la municipalité de Bimbo jouxtant l'enclave du PK5 sont particulièrement concernés. En effet, les quartiers détruits dans ces localités étaient déjà mal desservis par des voies d'accès, mal connectés au réseau d'adduction d'eau de la SODECA et l'accès au foncier était majoritairement informel¹. Les mouvements migratoires de déplacement et de retour depuis et dans les quartiers touchés par la crise témoignent donc d'une situation où les populations vulnérables sont les premières impactées.

QUELQUES ÉLÉMENTS MÉTHODOLOGIQUES

Les données ont été collectées au travers de méthodes quantitatives et qualitatives de décembre à avril 2019. L'évaluation des besoins réalisée par AGORA combine une analyse des caractéristiques du territoire à une lecture des besoins des habitants vivant dans les zones les plus concernées par les migrations résidentielles liées aux retours.

Représentativité des données

Les enquêtes ménages ont été déployées de manière à obtenir des résultats représentatifs par ménages, au niveau de la zone ou du "bassin de vie", lequel recouvre plusieurs quartiers. Les résultats présentés par "Plan de Relèvement" ou "localité" représentent la moyenne agrégée et pondérée (par nombre de ménages et par nombre d'enquêtes effectuées) des trois zones contenues dans ce plan (cf. carte 1 page 6); les zones 1 (Bloc Bercaïl) avec 377 enquêtes, la zone 2 (Bloc Kokoro) avec 356 enquêtes, et enfin la zone 3 (Bloc Guitangola-Plateau) avec 343 enquêtes.

Ateliers de cartographie participative

3 ateliers ont été menés entre **entre le 12 et le 28 décembre 2018**.

Parmi les critères qui ont prévalu à la délimitation des zones d'enquêtes dans le 3^{ème} arrondissement, celui de la sécurité a été soulevé mais rejeté d'emblée par les groupes de discussion; car les participants tenaient à ce que l'accès humanitaire ne soit pas restreint en théorie et en pratique par ce genre de considérations; et parce que les populations concernées en sont d'autant plus vulnérables que leurs besoins ne sont pas pris en compte. En conséquence, la zone 5 (PK5-Est) telle qu'initialement délimitée par les participants n'a pas pu être intégralement couverte par les enquêteurs en raison de contraintes sécuritaires.

Enquêtes service

Ces enquêtes ont été menées **entre le 2 et le 18 janvier 2019**.

L'intégralité des services du territoire étudié a été cartographiée, mais une partie seulement a été évaluée car certains questionnaires n'ont pas souhaité participer à l'exercice. Les résultats sont donnés à titre indicatif, et n'ont pas vocation à être généralisés. Ils sont présentés afin d'aider à la compréhension générale du sujet.

Enquêtes ménages

Les enquêtes ménages ont été menées **entre le 23 janvier et le 1er mars 2019**.

Une limite méthodologique est apparue au cours de l'analyse des données: le point de vue des ménages déplacés accueillis au sein des ménages hôtes n'a pas été couvert et évalué au cours de cette enquête, car la question du "statut de déplacement", posée en amont du questionnaire ménages, a masqué ce cas de figure.

Discussions de groupe

Les discussions de groupe ont eu lieu **entre le 15 mars et le 1er avril 2019**. Elles avaient vocation à éclairer les données brutes des enquêtes, les interpréter et les prioriser. Les informations qui en sont rapportées sont donc données à titre indicatif et n'ont pas vocation à être généralisées.

¹ Rapport sur les problématiques ICLA, NRC, 2018

Méthodologie

2 LOCALITÉS D'ÉVALUATION, POUR DEUX PLANS DE RELÈVEMENT

La sélection des deux grandes localités d'évaluation a répondu à plusieurs critères: la présence de nombreux déplacés internes et retournés parmi les habitants, leur caractère informel et sous-intégré, et le fait qu'elles aient subi de nombreuses destructions. Une revue de la littérature couplée à des entretiens bilatéraux avec les acteurs du territoire de Bangui, ainsi que de nombreuses visites de terrain ont ensuite permis d'identifier le PK5 et le secteur Kokoro-Boeing Plateau comme les deux localités les plus pertinentes pour cette étude.

5 ATELIERS DE CARTOGRAPHIE PARTICIPATIVE, AFIN D'IDENTIFIER LES "BASSINS DE VIE" DES POPULATIONS

Cet exercice, mené avec des représentants de la société centrafricaine dans son ensemble², a permis de définir l'unité de territoire qui leur semblait la plus pertinente et importante dans leur vie quotidienne. Cette étape essentielle a ainsi permis de définir de manière concertée les frontières de territoires présentant une certaine cohérence socio-économique, et que l'on peut considérer comme des "bassins de vie".

Ce découpage permet non seulement d'acquiescer une meilleure compréhension des conditions de vie "effectives" des habitants, mais il devrait également servir d'unité de réflexion et d'action pour les interventions de relèvement que cette étude appelle de ses vœux. Il a également permis de mettre à jour les frontières de certains quartiers dont la délimitation faisait débat ou n'était pas encore actée, et d'identifier les services de bases les plus utilisés par la population.

124 ENQUÊTES SERVICES, AFIN D'ÉVALUER L'ÉCOSYSTÈME DE SERVICES LOCAUX À LA DISPOSITION DES HABITANTS

Ces entretiens menés auprès de gestionnaires de service ont permis d'évaluer les principales caractéristiques, contraintes et vulnérabilités des équipements en eau, en éducation et en santé disponibles dans les territoires. Les résultats de ces enquêtes ont également permis d'alimenter la carte interactive en ligne (<http://arcg.is/2rl0pTB>). La localité est couverte par 75 enquêtes.

1 771 ENQUÊTES MÉNAGES, AFIN D'ÉVALUER LES PRINCIPAUX BESOINS EN SERVICE DES HABITANTS

Ces enquêtes de 30 minutes chacune cherchaient à couvrir toutes les facettes de la vie quotidienne des habitants³. Les ménages ont été sélectionnés aléatoirement, et de manière à obtenir des résultats représentatifs par zone ou "bassin de vie" avec un niveau de confiance de 95% et 5% de marge d'erreur. La localité est couverte par 1 076 enquêtes.

5 ATELIER DE PLANIFICATION COMMUNAUTAIRE, AFIN DE PRÉSENTER, INTERPRÉTER ET PRIORISER LES RÉSULTATS DES ENQUÊTES SERVICES ET MÉNAGES

Des discussions de groupe avec des représentants des communautés locales ont eu lieu dans chaque bassin de vie couvert afin de présenter les résultats des évaluations, de les interpréter, et surtout de les prioriser. Ce sont les résultats de ces discussions qui ont alimenté, d'une part, les priorités sectorielles retenues dans ce plan; et d'autre part, l'atelier de planification institutionnelle.

1 ATELIER DE PLANIFICATION INSTITUTIONNELLE

Le 5 avril 2019, les acteurs humanitaires, les autorités gouvernementales et les fournisseurs de service³ ont été invités à se prononcer sur les résultats préliminaires de ces évaluations, afin de faire émerger des priorités institutionnellement valables et réalisables, et d'identifier les acteurs responsables de leur mise en œuvre.

¹ AGETIP-CAF, Direction Générale des Grands Travaux de la Mairie Centrale, Mairies d'arrondissement, AFD, OCHA, PUI, NRC, OXFAM, Cluster Eau, Hygiène Assainissement (EHA), IOM

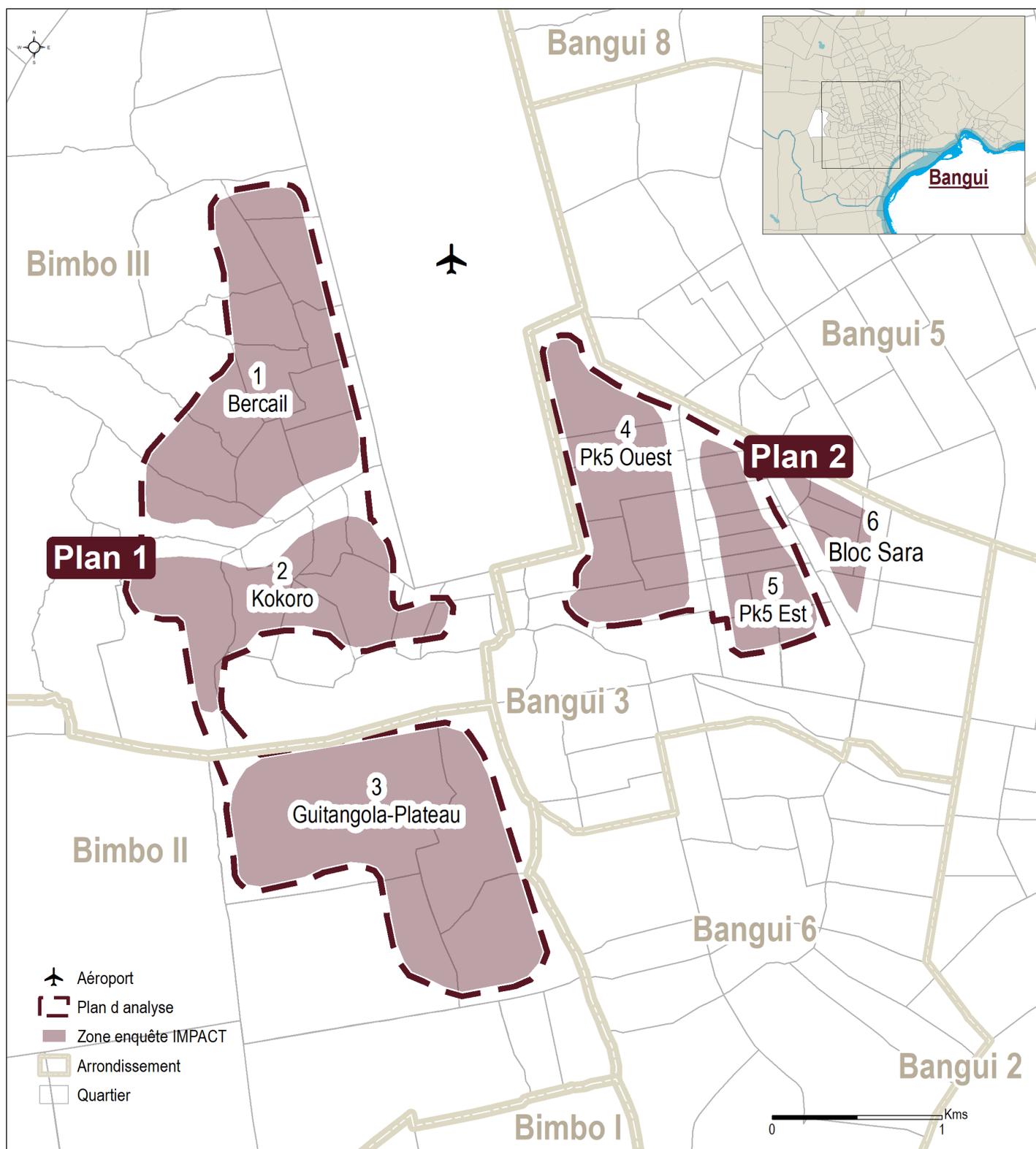
² Représentants des Femmes et des Comités Locaux de Paix et de Réconciliation; Représentants des Jeunes; Chefs de quartier; Chefs de groupement; Représentant des déplacés; Représentants des retournés; Coordination des victimes.

³ Mairie centrale, Mairies d'arrondissement, Commissariat du 3ème, Conseil sécurité Urbaine, Min. Education et Min. Santé Publique, Dir. de l'Action humanitaire, SODECA, ANEA, OCHA, MINUSCA-CAS, DRC, PUI, ACTED

Carte des zones d'évaluation

CARTE 1: LOCALISATION DES LOCALITÉS ET DES BASSINS DE VIE ÉTUDIÉS¹

Les bassins de vie ou « zones de voisinage » constituent une unité de territoire présentant une cohérence socio-économique et des réseaux de relations prévisibles entre ses parties prenantes. Dans certains contextes, ces unités correspondent à des délimitations administratives. Dans d'autres, en particulier dans des contextes de crise, elles peuvent différer des limites administratives en vigueur et être reconnues par la ou les communauté(s) y résidant. Dans les zones urbaines cela peut être une zone de voisinage, tandis que dans les zones rurales cela peut correspondre à une vallée, ou une aire autour d'un point d'eau, etc.



¹ Le nombre d'enquêtes ménages effectuées dans chaque "bassin de vie" (marquées 1,2,3,4,5,6 sur cette carte) permet d'obtenir des résultats représentatifs avec un niveau de confiance de 95% et 5% de marge d'erreur, pour chaque zone concernée (mis à part la zone 6 où les résultats sont donnés à titre indicatifs uniquement). Ce plan 1 concerne donc les zones 1, 2 et 3.

Secteur Kokoro-Boeing et Guitangola-Plateau

BRÈVE DESCRIPTION DE LA LOCALITÉ

ORGANISATION ADMINISTRATIVE DE LA LOCALITE

Les zones 1 et 2 font partie du secteur Kokoro-Boeing, au sein de la Mairie secondaire de la commune de Bimbo III. Le personnel de la Mairie est constitué de 13 membres; de Mme la Maire, de 2 Conseillers, un personnel chargé de l'état civil, 2 chefs de groupe détachés, 5 agents de police municipale et 2 agents d'hygiène. L'arrondissement dépend du district sanitaire de Bimbo I et du Centre Sud et Centre Ouest pour l'éducation. La zone 3 fait partie de la Mairie secondaire de Bimbo II.

LA ZONE 1, OU LE BLOC "BERCAIL"

Située à l'ouest de l'aéroport, cette zone est délimitée au sud par le canal Boeing, et à l'ouest par le cimetière Musulman.

Nom du quartier	Nbre d'hb. estimé	Nom du quartier	Nbre d'hb. estimé
Bercail Aéroport	2 300	Cité Gbakassa 1	900
Bercail Centre	1 500	Cité Gbakassa 2	900
Bercail Fontaine	1 000	Gbakassa Bercail	3 000
Boeing Canal	4 000	Karangondo	3 700
Cité Carmel	2 600	Kokoro 1 suite	3 000
Ngou courant	1 500	Kokoro 2 suite	3 000

27 400 Habitants estimés pour cet ensemble de quartiers¹

LA ZONE 2, OU LE "BLOC KOKORO"

Délimitée au nord par le canal Boeing, au sud et à l'ouest par une vaste zone agricole, et à l'est par le bloc Boeing, lui-même détruit à 80% et qui sert maintenant de zone tampon entre Bimbo III et le 3^{ème} Arrondissement.

Nom du quartier	Nbre d'hb. estimé	Nom du quartier	Nbre d'hb. estimé
Cité Dameca	400	Kokoro Dameca	2 875
Kette Goussa	3 500	Kokoro Source	3 000
Kokoro 1	3 825	Ngou Catter 1	3 000
Kokoro 2	400	Ngou Catter 2	1 200
kokoro 3	3 500	Cite de la paix 1	650

22 350 Habitants estimés pour cet ensemble de quartiers¹

LA ZONE 3, OU LE "BLOC GUITANGOLA"

Délimitée au nord par une vaste zone agricole, et à l'ouest par une zone majoritairement inhabitée. Cette zone fait partie de la circonscription administrative de Bimbo II.

Nom du quartier	Nbre d'hb. estimé	Nom du quartier	Nbre d'hb. estimé
Guitangola	6 800	Guitangola Source	10 000
Plateau	10 000	Sinai	1 400

28 200 Habitants estimés pour cet ensemble de quartiers¹

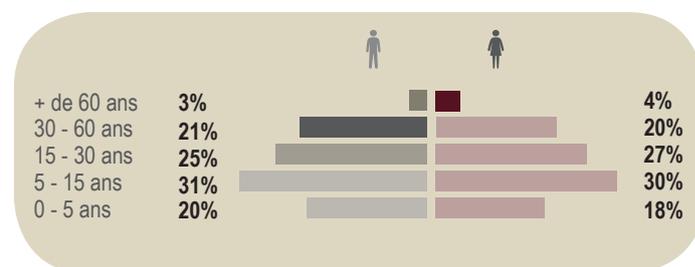
DÉMOGRAPHIE

PRINCIPALES CARACTÉRISTIQUES DÉMOGRAPHIQUES DE LA LOCALITÉ ÉVALUÉE

➤ **77 950** Nombre estimé d'habitants vivant dans la localité

8,4 Membres: taille moyenne des ménages

PYRAMIDE DES AGES DE LA POPULATION DE LA LOCALITÉ



➤ **75%** De la population a moins de 30 ans

50% De la population a moins de 15 ans

19% De la population est en bas-âge (moins de 5 ans)

PROPORTION DE MÉNAGES AVEC AU MOINS UN MEMBRE AYANT DES BESOINS SPÉCIFIQUES



➤ **96%** Des ménages ont un enfant au moins

¹ Les estimations de population ont été fournies par les autorités locales (chefs de quartiers, chefs de groupement et parfois Mairie d'Arrondissement) et ne sont pas le résultat d'un recensement récent.

Eau et assainissement

CARTE 2: LOCALISATION DES POINTS D'EAU DISPONIBLES



POINT DE VUE DES GESTIONNAIRES DE SERVICES¹

49% des points d'eau ont subi des dommages physiques

95% des points d'eau ont subi une augmentation du nombre d'utilisateurs depuis la crise de 2013

Etat des points d'eau évalués

10% ne sont plus fonctionnels
21% sont dysfonctionnels

■ Fonc. ■ Dysf. ■ Non fonctionnels

UN POINT D'EAU EST UTILISÉ PAR 260 PERSONNES EN MOYENNE

Mode de gestion des points d'eau

52% sont en mode de gestion communautaire

■ Comm. ■ Privé ■ autre

Principales actions évoquées pouvant rendre le service plus efficace:

36% Réhabilitation
30% Produits de traitement
18% Equipement

LA PRODUCTION ET LA DISTRIBUTION DE L'EAU À BANGUI

La distribution d'eau se fait par branchement individuel, ou par distribution par Kiosques Bornes Fontaines (KBF), gérés par la SODECA. Les KBF répondent à un système de gestion qui s'appuie sur des gestionnaires affectés à chaque KBF, qui facturent l'eau consommée aux usagers et reversent le revenu à la SODECA. La SODECA facture l'eau 210 XAF/m³, aussi bien aux branchements individuels qu'aux gestionnaires des KBF.

La SODECA dispose d'un contrat d'affermage avec l'Etat pour gérer les installations de distribution d'eau dans la ville de Bangui. **Elle n'a pas vocation à opérer des investissements sur le système de manière autonome.** Développés pour répondre aux besoins d'une ville de 500 000 habitants, la capacité des équipements est aujourd'hui très en deçà des besoins croissants liés à un doublement de la population et au non-remplacement des équipements de captage, de filtrage, de pompage et de distribution dans la ville.

La SODECA estime par ailleurs que sa capacité de distribution de 1000 m³ par jour est **réduite de moitié par les pertes.**

¹ Ces données sont le résultat des enquêtes "service" administrées auprès des 39 gestionnaires des points d'eau évalués et ce sont donc des données déclaratives.

LA PRODUCTION ET LA DISTRIBUTION DE L'EAU EN BOUT DE RÉSEAU

En bout de réseau et où le maillage est peu dense, le système est complété par un système de puits alimentés par les nappes phréatiques de surface, ainsi que de forages plus profonds, dont le développement est sous la responsabilité de **l'Agence Nationale pour l'Eau et l'Assainissement.**

ASSAINISSEMENT

En l'absence d'un schéma directeur d'urbanisation, les quartiers se sont développés de manière anarchique, et les infrastructures d'évacuation des eaux pluvieuses manquent.

La gestion des déchets reste un secteur sous développé et largement cantonné au niveau des marchés. Les drains sont régulièrement utilisés comme des dépotoirs à ordures.

Eau et assainissement

PRINCIPALES CARACTÉRISTIQUES DE LA DISTRIBUTION D'EAU DANS LA LOCALITÉ ÉTUDIÉE

La localité se situe majoritairement en bout de réseau ou hors du réseau de distribution de la SODECA, et un certain nombre des quelques installations préexistantes a été endommagée pendant les événements et reste à réhabiliter. De ce fait, les puits de surface et les forages sont devenus les seuls moyens d'accès à l'eau dans ces zones, pour les besoins domestiques comme pour l'eau potable.

PRINCIPALES SOURCES D'EAU UTILISÉES PAR LES MÉNAGES EN FONCTION DES USAGES¹



Principales contraintes exprimées vis-à-vis de l'accès à l'eau

- 42% Mauvaise qualité
- 23% Distance
- 6% Prix

23%

Des ménages citent les **problèmes d'eau et d'assainissement** comme le plus grand problème posé à leur communauté

DISTANCE ET FAIBLE DISPONIBILITÉ DE L'EAU²

Les facteurs structurels que sont la croissance urbaine, les déplacements et les retours imposent une pression croissante sur les installations, souvent vétustes, et dont la capacité et le nombre n'ont pas été augmentés en conséquence. Ainsi, certaines franges de la population n'ont pas assez d'eau disponible pour se laver, ce qui expliquerait une épidémie de gale en cours dans le secteur Kokoro-Boeing (Zone 2).

MAUVAISE QUALITÉ ET POLLUTION DE L'EAU²

L'eau du robinet est notoirement remplie de microbes et source de maladies telles la fièvre typhoïde. Plusieurs facteurs expliquent cette mauvaise qualité: la **présence de corps** jetés dans certains puits pendant les conflits, ainsi que la proximité de la nappe phréatique de surface avec les latrines creusées sans mécanisme d'isolement, et enfin la saison pluvieuse qui inonde et pollue les nappes phréatiques

ASSAINISSEMENT DE BASE²

88% des ménages déclarent disposer de latrines au sein de leur parcelle. Leur construction relève majoritairement du domaine privé, ce qui explique le non-respect de certaines normes (d'emplacement notamment). Les zones 2 et 3, en manque d'infrastructures de drainage, subissent régulièrement des inondations massives. En l'absence d'un système véritablement structuré de gestion des déchets, les quelques drains sont régulièrement utilisés comme des dépôts d'ordures, engendrant des risques de débordement.

PRIORITÉS RETENUES POUR LE SECTEUR DE L'EAU ET ASSAINISSEMENT

Intervention / Activité pour l'EAU	Stratégie pour l'EAU
Court terme	
Améliorer la qualité de l'eau	Réactiver le protocole pour l'identification des puits pérennes (qui ne tarissent pas et ne se polluent pas en cas d'inondations) Campagne de désinfection et de traitement chimique des puits pérennes, à l'image de la campagne de l'ONG CARUB qui s'est révélée très efficace. Soutien concret aux comités locaux de gestion de l'eau (identification, aide à la structuration, dotation en balais, brosses, seaux, produits de traitement, pièces d'usure); puis stratégie d'accompagnement des structures qui permettent en général une gestion concertée et solidaire.
Moyen terme	
Améliorer de la coordination des acteurs de l'eau dans la localité	Renforcer les capacités de la Mairie dans son rôle de coordination et de partage d'information des actions des acteurs du territoire
Augmenter la capacité de distribution en eau de la localité	Mettre en place un système d'adduction d'eau de façon zonale, avec la mise en place de forage motorisé alimenté au solaire avec des pompes hybrides qui peuvent fonctionner en continu et en alternatif, équipé de châteaux d'eau. Mise en place d'un château d'eau et poursuite du forage par la SODECA
Long-terme	
Permettre aux acteurs locaux de faire du plaidoyer pour les questions Eau Hygiène et Assainissement (EHA) de leur territoire	Améliorer les capacité d'auto-financement des acteurs locaux pour qu'ils puissent s'engager auprès des Partenaires Techniques et Financiers (PTF) à hauteur de 5% minimum (en suspens de la loi portant sur la décentralisation)
Restaurer la capacité du réseau à alimenter les KBF en bout de réseau	Sécuriser l'axe Boeing-Boulata
Redensifier le réseau d'adduction	Resensibiliser les PTF à l'importance de la thématique WASH pour cette zone, afin de financer le schéma directeur pour l'alimentation en eau potable a Bangui, réalisé en 2016

¹ Ces données sont le résultat des 1 050 enquêtes menées auprès des ménages de la localité concernée

² Ces données sont le résultat consolidé des 3 discussions de groupes menées pour chaque zone

Eau et assainissement

PRIORITÉS RETENUES POUR LE SECTEUR DE L'EAU ET ASSAINISSEMENT

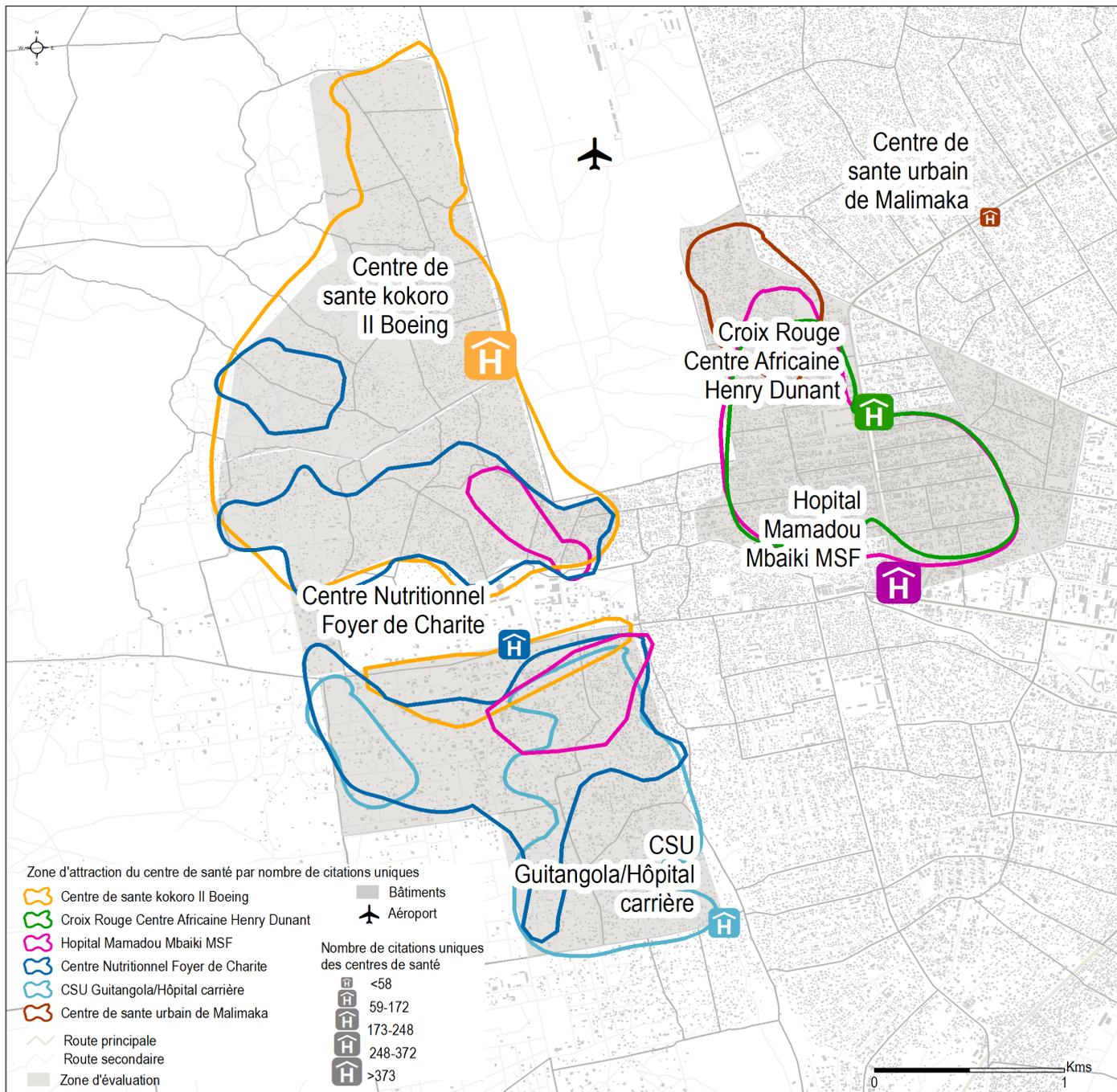
Intervention / Activité pour l'ASSAINISSEMENT	Stratégie pour l'ASSAINISSEMENT
Court terme	
Sensibiliser la population aux risques sanitaires liés au dépôt sauvage de déchets	Mener des campagnes de sensibilisation via le portage de la Mairie et des ONG locales
Moyen terme	
Soutenir la Mairie secondaire dans la levée de taxes liées à la gestion des marchés	Mettre en place ou renforcer de campagnes de sensibilisation au niveau des usagers des marchés de Foyer de charité et Guitangola
Améliorer la gestion locale des déchets	Proposer et soutenir des programmes ONG en Activités Génératrices de Revenu (AGR) axées sur la création de valeur autour de l'intégralité de la filière déchet: mise en place d'une stratégie de collecte, de transport (système d'investissement léger dans des tricycles géré par la Mairie, avec des ramasseurs recrutés localement) et traitement de déchets (valorisation) dans les localités cibles en associant ou en créant des petits groupements d'activités.
Assurer un curage et un entretien régulier des drains secondaires et tertiaires	Travaux à Haute Intensité de Main d'oeuvre (THIMO) pilotés par la Mairie
Long-terme	
Redensifier le réseau de collecteurs primaires et secondaires	Réaliser des travaux de creusement de collecteurs avec la méthodologie THIMO
Assurer la gestion municipale des ouvrages de collecte et d'évacuation des eaux (entretien, maintenance, réhabilitation)	Mettre en place un fond pour la gestion des ouvrages au niveau de la Mairie centrale

¹ Ces données sont le résultat des 1050 enquêtes menées auprès des ménages de la localité concernée

² Ces données sont le résultat consolidé des 3 discussions de groupes menées pour chaque zone

Santé

CARTE 3: ZONES D'ATTRACTION DES 8 CENTRES DE SANTÉ LES PLUS CITÉS PAR LES MÉNAGES



LE POINT DE VUE DES GESTIONNAIRES DES SERVICES DE SANTÉ ¹

INTERPRÉTATION DES ZONES D'ATTRACTION²

1/2 Des centres de santé évalués ont accès à un point d'eau

1/3 Des centres de santé évalués ont subi des destructions

100% Des centres de santé évalués ne sont pas soutenables en raison de l'insolvabilité de leurs patients

Principales contraintes rapportées par les gestionnaires de service

1. Manque d'équipement
2. Manque de ressources financières
3. Manque de médicaments

1 Médecin qualifié pour **11** personnes de support

La zone d'attraction peut être définie comme la "zone habituelle de provenance de l'essentiel des usagers de ce service": il s'agit donc d'une **projection géographique de l'attractivité territoriale d'un service**.

La "disponibilité" des centres de santé (distance et quantité) est la principale source d'insatisfaction des ménages (**37%**), ce qui est corroboré par la taille de certaines des zones d'attraction et la distance moyenne de 2,1km parcourue par les habitants.

¹ Ces données sont le résultat des enquêtes "service" administrées auprès des gestionnaires des 10 centres de santé évalués, ce sont donc des données déclaratives, à titre indicatif

² Les zones sont créées à partir des citations géolocalisées et uniques des 1 771 ménages

Santé

INTERPRÉTATION DES ZONES D'ATTRACTION

% DES MÉNAGES SATISFAITS PAR L'OFFRE DE SERVICE DE SANTÉ



La présence de plusieurs centres de qualité dans la zone 3 (Plateau) semble être la cause de cette différence (le niveau de vie légèrement supérieur peut également expliquer cette variation).

TYPES DE SERVICE LE PLUS FRÉQUEMMENT UTILISÉ PAR LES MÉNAGES :

A part certains cas particuliers¹, on constate néanmoins une assez **forte localisation de la demande de service**, et on peut dans une certaine mesure interpréter l'utilisation d'un type de service en particulier par la simple présence de celui-ci dans les environs immédiats du ménage.

Type de service le plus fréquemment utilisé par les ménages:



Cette forte localisation suggère que la construction d'un centre de santé local pourrait améliorer sensiblement la couverture et la satisfaction des besoins en santé, localement. Au vu de la couverture des zones d'attraction et du niveau de satisfaction déclarés des ménages, la Zone 1 (le Bloc Bercail) apparaît ainsi comme la plus propice à la création d'un tel centre; notamment en prévision de l'accroissement démographique et de l'expansion urbaine en cours.

PRINCIPAUX MOTIFS DÉCLARÉS D'INSATISFACTION

RAISONS D'INSATISFACTION RAPPORTÉES :

31% des ménages jugent la **qualité des soins** comme très problématique, avec des cas rapportés de fautes médicales lourdes ayant entraîné la mort de certains patients, en raison d'un manque de formation et de compétence.

L'**accueil** des patients et l'**éthique** du personnel soignant ont été également pointés du doigt à de nombreuses reprises. Il a ainsi été rapporté que certains professionnels de santé conditionnaient systématiquement leur traitement à l'achat d'un certain type de médicaments².

19% des ménages reportent le **manque d'équipement** comme leur source principale d'insatisfaction.

10% des ménages considèrent la **durée d'attente** comme leur principale source d'insatisfaction.

DÉPENSES LIÉES À LA SANTÉ

La santé représente le **2^e poste de dépense** après la nourriture

Les ménages y consacrent en moyenne par trimestre **16 400 XAF**

Les ménages situés dans la médiane inférieure de revenu dépensent en moyenne pour la santé **11 500 XAF** par trimestre, alors que les ménages situés dans la médiane supérieure de revenu y consacrent **24 000 XAF**.

PRIORITÉS RETENUES POUR LE SECTEUR DE LA SANTÉ

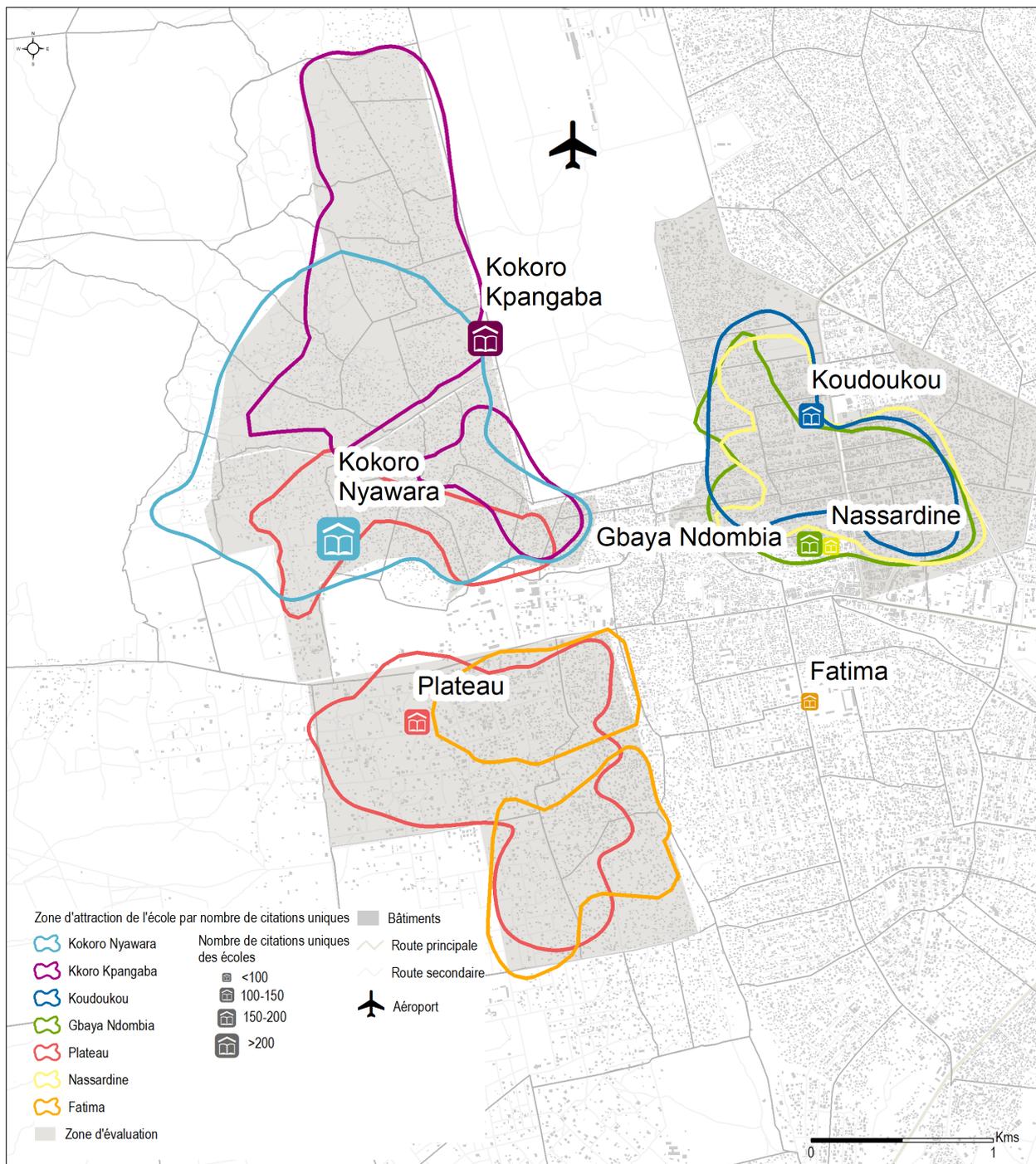
Intervention/ activité	Stratégie
Court terme	
Former des personnels de santé en déontologie et dans les principes de bon accueil, afin de contrer les dérives professionnelles rapportées	Renforcer les capacités de la direction de la communication du Ministère de la santé publique
Moyen terme	
Construire un complexe pédiatrique afin de satisfaire les besoins de la population en bas-âge très importante (20% de la population a moins de 5 ans)	Appuyer les acteurs locaux dans la réalisation d'un plaidoyer auprès de leur FOSA, des PTF et des ONG internationales présentes dans le secteur de la santé
Construire un nouveau centre de santé public dans le bloc Bercail (zone 1)	Appuyer les acteurs locaux dans la réalisation d'un plaidoyer auprès de leur FOSA, des PTF et des ONG internationales présentes dans le secteur de la santé
Améliorer les soins fournis	Assurer une meilleure formation du personnel soignant en le recyclant, notamment via des programmes de coopération décentralisée <i>ad hoc</i>
Améliorer les mécanismes de suivi de tous les personnels de santé	Renforcer les capacités du Ministère de la santé publique dans le contrôle et le suivi
Dégager des emprises foncières pour la construction de nouvelles centres de santé	Sensibiliser la Mairie sur leurs prérogatives et le rôle de médiateur qu'elle peut jouer
Long-terme	
Préparer l'après-ONG avec transfert de compétences et de matériel des ONG médicales aux institutions locales	Mettre en place et poursuivre le dialogue sectoriel entre les autorités et les partenaires de l'aide, décliné au niveau local

¹ L'hôpital Communautaire, l'hôpital Castor et le complexe pédiatrique sont ainsi cités de nombreuses fois et ont des zones d'attraction qui recouvrent toute la localité: ce sont des grands établissements de référence pour lesquels les patients sont prêts à se déplacer.

² Ces données sont le résultat consolidé des 3 discussions de groupes menées pour chaque zone

Éducation

CARTE 4: ZONES D'ATTRACTION DES 8 ÉCOLES LES PLUS CITÉES PAR LES MÉNAGES



LE POINT DE VUE DES GESTIONNAIRES DES ÉCOLES¹

31% des écoles sont "dysfonctionnelles"

81% des écoles ont des difficultés à couvrir leurs frais de fonctionnement

47% des écoles sont en "sur-utilisation"

Principales contraintes de fonctionnement rapportées

1. Manque de ressources financières
2. Manque d'équipement
3. Manque de fourniture

86% des écoles ont des difficultés financières en raison du manque de solvabilité des parents d'élève.

¹ Ces données sont le résultat des enquêtes "service" administrées auprès des gestionnaires des 26 écoles évaluées et sont donc des données déclaratives.

INTERPRÉTATION DES ZONES D'ATTRACTION DES ÉCOLES²

La zone d'attraction peut être définie comme la "zone habituelle de provenance de l'essentiel des usagers de ce service": il s'agit donc d'une **projection géographique de l'attractivité territoriale d'un service**.

On peut constater une **forte localisation de la demande** de service d'éducation, qui est corroborée par le fait que **96%** des ménages³ rapportent que leurs enfants se rendent à pied à l'école, avec une distance moyenne parcourue de **1,2km**.

² Les zones d'attraction sont créées à partir des citations géolocalisées et uniques des 1 771 ménages enquêtés.

³ Question posée uniquement aux 96% ménages ayant déclaré avoir des enfants.

Éducation

LE POINT DE VUE DES MÉNAGES SUR L'OFFRE D'ÉDUCATION¹

UNE SCOLARISATION QUI NE VA PAS DE SOI

- 28%** des enfants ne sont pas scolarisés.
- 92%** des ménages déclarent avoir des difficultés à couvrir les frais d'éducation.
- 30%** des ménages ne scolarisent pas leur enfant en raison d'un manque de ressources financières.
- 15 100 XAF** Moyenne des dépenses liées à l'éducation par enfant par an.

PRINCIPAUX MOTIFS D'INSATISFACTION DES MÉNAGES :

➔ 1 ménage sur 2 se déclare satisfait de l'offre éducative

La **mauvaise qualité** de l'enseignement constitue la première cause d'insatisfaction des ménages pour **41%** des ménages³. On pourra citer pour l'expliquer: le manque de formation des professeurs et le grand nombre de maîtres parents; mais aussi l'absentéisme des professeurs du public notamment. Ce sont enfin les **classes surchargées (17%)** qui sont source de mécontentement, avec des salles de classe où l'on dénombre régulièrement plus de 70 élèves.

Focus sur les raisons motivant l'absentéisme des professeurs²:

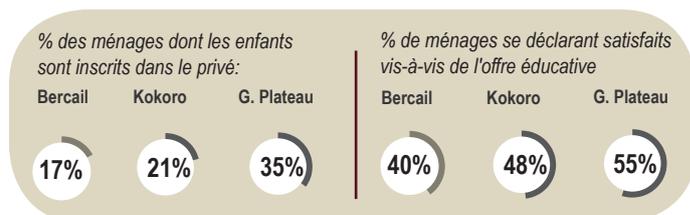
- la distance qui les sépare des écoles
- le manque d'encadrement et de sanctions
- le fait d'exercer plusieurs métiers à la fois

DIFFÉRENCE ENTRE LE SECTEUR PRIVÉ ET PUBLIC

DIFFÉRENCE DE SATISFACTION AU NIVEAU DES MÉNAGES

74% des ménages envoyant leur enfant dans le privé s'estiment "satisfaits" ou "très satisfaits" de l'offre de service éducatif, contre **39%** des ménages avec des enfants dans le public.

DIFFÉRENCE DE SATISFACTION AU NIVEAU DES TERRITOIRES



UNE INSCRIPTION PAR DÉFAUT DANS LE PUBLIC ET PAR CHOIX DANS LE PRIVÉ^{1,2}

Les écoles privées incarnent aux yeux des ménages la qualité et la rigueur, et l'inscription des enfants y est un palliatif à la **mauvaise qualité** de l'enseignement public (raison citée à **41%**), à ses **classes bondées (21%)** et à l'**insécurité** qui y règne (**12%** des ménages).

DIFFÉRENCES DE REVENUS ENTRE LES PARENTS D'ÉLÈVES



PRIORITÉS RETENUES POUR LE SECTEUR DE L'ÉDUCATION

Intervention/ activité	Stratégie
Court terme	
Améliorer la qualité de l'enseignement fourni	Recycler tous les maîtres-parents et enseignants des écoles Kokoro I, II et Plateau
Lutter contre l'absentéisme des professeurs	Recruter localement les enseignants et les maîtres parents. Sensibiliser les directeurs d'écoles sur leur rôle de suivi, et assurer des inspections plus régulières de la part des services déconcentrés de l'Etat et de l'académie des centres sud et ouest.
Moyen terme	
Améliorer les mécanismes de prise en charge et d'accompagnement des maîtres-parents	Renforcer les capacités de l'association nationale des Parents d'Elève de Centrafrique, qui chapeaute et structure ces associations souvent bien organisées et dynamiques
Améliorer la qualité de l'enseignement fourni	Appuyer la réalisation d'un plaidoyer des acteurs locaux pour obtenir plus de fournitures scolaires
Améliorer le recrutement et la gestion de carrière des enseignants	Mener un plaidoyer auprès du ministère de l'éducation pour « l'intégration » des professeurs dans la fonction publique, ce qui les rendrait plus réguliers et plus impliqués
Long terme	
Inciter les jeunes à devenir enseignants.	Mener des campagnes de sensibilisation sur le rôle moteur et citoyen des enseignants
Construire des écoles publiques supplémentaires en prévision de l'explosion démographique à venir (19% de la population à moins de 5 ans)	Mener une sensibilisation et un plaidoyer accru auprès des PTF sur l'importance de cette thématique dans la localité
Dégager des emprises foncières pour la construction de nouvelles écoles	Sensibiliser la Mairie de Bimbo III sur le rôle de médiateur qu'elle peut jouer.
Améliorer le niveau de formation de la population avec des écoles d'adultes	Faire un plaidoyer auprès du Ministère de l'enseignement technique et de l'alphabétisation.

¹ Ces données sont le résultat des enquêtes menées auprès des 1 050 ménages de la localité concernée. Les questions ont été uniquement posées aux 96% ménages ayant déclaré avoir des enfants.

² Ces données sont le résultat consolidé des 3 discussions de groupes menées pour chaque zone

³ Question posée uniquement aux ménages "peu", "pas" ou "moyennement" satisfaits de l'offre

Développement économique

DESCRIPTION DU TISSU ÉCONOMIQUE

Limitrophe à la ville de Bangui, la localité étudiée dispose encore d'un fort potentiel agricole et est un pôle de développement potentiel du "Grand Bangui". L'économie locale est marquée quasi-exclusivement par les secteurs d'activités primaire et tertiaire, avec un secteur tertiaire dominant. C'est toutefois une économie de subsistance qui est à l'oeuvre, reflet d'une grande pauvreté à l'échelle des ménages et des territoires.

PRINCIPALES SOURCES DE REVENUS, PAR ZONE¹

Bloc Bercail	Bloc Kokoro	Bloc Guitangola
34% Petit commerce	41% Petit commerce	32% Petit commerce
33% Agriculture	24% Travaux manuels	24% Travaux manuels
15% Travaux manuels	19% Agriculture	19% Fonctionnaire
5% Fonctionnaire	4% Fonctionnaire	7% Agriculture

Les activités du secteur tertiaire sont²:

La vente de produits de première nécessité, des produits alimentaires divers, la restauration, mini-pharmacies, vente de produits maraîchers, la vente de crédit téléphonique, la mécanique automobile, les salons de coiffure, la menuiserie et la soudure.

56% des ménages pratiquent l'élevage et le maraîchage comme un complément de revenu ou pour subvenir à leurs besoins alimentaires. (contre 13% dans le 3^{ème})

On notera également que **8** ménages sur **10** trouvent leurs sources de revenus dans leur arrondissement, ce qui montre une **forte localisation des bassins d'emploi**.

Le secteur secondaire est quasi-inexistant, notamment parce qu'il demande des capacités productives et des investissements importants, rentables uniquement sur le moyen et long terme, ce que le contexte sécuritaire volatile entrave dans une certaine mesure.

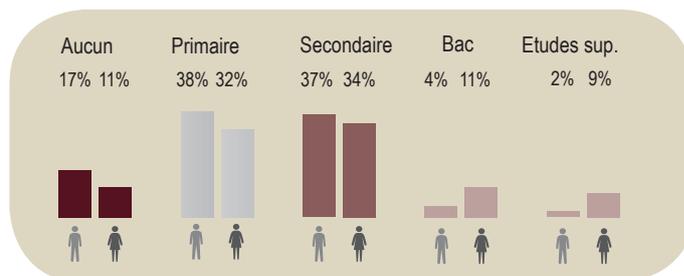
Contraintes les plus fréquemment rencontrées dans la recherche de revenus :

Manque de capital pour monter une affaire	26%
Manque d'opportunités de travail	19%
Problèmes de transport et de déplacement	13%
Manque de qualifications et de compétence	11%

UNE POPULATION JEUNE ET EN MANQUE DE FORMATION

NIVEAU DE FORMATION DES MÉNAGES, PAR GENRE

Alors que **76%** de la population a **moins de 30 ans**, on constate un niveau général d'éducation assez bas, et légèrement en faveur de la population masculine¹.



La population jeune est particulièrement touchée par le manque d'opportunités de formations professionnelles et techniques. Par ailleurs, le système éducatif produit des diplômés dans des spécialités saturées et peu recherchées par les entreprises, alors que des compétences techniques demandées par des entreprises locales demeurent déficitaires. Ce **décalage** explique en partie le chômage de masse qui touche aussi bien les jeunes diplômés que les jeunes sans instruction².

UN TISSU ASSOCIATIF TRÈS DENSE ET À VOCATION ÉCONOMIQUE

Un tiers¹ des ménages fait partie d'une association. Si certaines de ces associations sont des regroupements économiques en tant que tels, et par corps de métier (saponification, tailleurs, menuisiers...); beaucoup des autres associations recensées (religieuses, femmes, jeunes) recouvrent également des fonctions de tontine, dans leur double "utilité" de solidarité (d'assurance) et de prêt, notamment pour commencer une nouvelle activité économique³.

Certaines associations de jeunes imposent une cotisation hebdomadaire de 1 000 XAF qu'elles redistribuent par "lot" de 50 000 ou 100 000 XAF selon un calendrier établi à tour de rôle, ou par loterie.

PRIORITÉS RETENUES POUR LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE LOCAL

Intervention/ activité	Stratégie
Soutenir les mécanismes préexistants de prêt basés sur la solidarité et la confiance, et construire à partir du réseau associatif existant	Favoriser l'accompagnement et le développement des caisses de résilience et d'épargne crédit villageois AVEC
Faire mieux coïncider l'offre et la demande de formation afin de diminuer le déphasage	Faire une étude à l'échelle régionale des filières économiques afin d'adapter les cursus de formation existant.
Assurer une montée en gamme des filières économiques existantes	Renforcer et faciliter l'accès à l'offre de micro-crédit à vocation agricole; faire une étude par filière économique à l'échelle régionale afin de repérer les domaines à forte valeur ajoutée.
Promouvoir les filières manuelles et techniques à fort potentiel d'emploi	S'assurer des perspectives locales d'insertion sur le marché en amont des créations d'AGR
Renforcer l'offre de formation en culture vivrière et maraîchère.	Appuyer les centres de formations existants (centre de formation agricole Ngoulekpa)

¹ Ces données sont le résultat des enquêtes menées auprès des 1 050 ménages de la localité

² Etude Socio-économique ACTED, 2018

³ Ces données sont le résultat consolidé des 3 discussions de groupes menées pour chaque zone

Moyens de subsistance

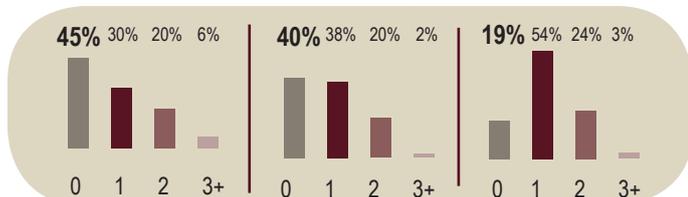
➔ **41%** des ménages citent le manque de revenus et les difficultés financières comme le plus grand problème posé à la communauté

Les 3 zones ont en commun le fait d'être "à cheval" entre la ville et la campagne. Ce positionnement hybride, couplé à une économie majoritairement tournée vers la subsistance et à moitié monétarisée, résultent dans ce que l'on pourrait caractériser comme de la pauvreté "semi-urbaine".

Ainsi la **"cherté de la vie en capitale"**¹ a souvent été rapportée avec, d'une part, des prix ressentis comme plus excessifs, mais aussi d'autre part, l'obligation de devoir payer pour ce qui ne fait normalement pas partie du panier de consommation en province: l'eau, le fagot de bois, etc... D'un autre côté, **56% des ménages pratiquent l'agriculture ou l'élevage** pour leur propre besoins ou pour approvisionner les marchés locaux, ce qui rentre donc partiellement en compte dans les données présentées ci-dessous.

BLOC BERCAIL | BLOC KOKORO | BLOC GUITANGOLA

Nombre de travailleurs actifs par ménage, par zone



Revenu mensuel moyen des ménages, par zone, en XAF

31 000 | **37 000** | **57 000**

Dépenses mensuelles moyennes par ménage, par zone, en XAF

38 300 | **37 400** | **50 800**

% des ménages réussissant à économiser à la fin du mois

40%

44%

83%

% des ménages ayant emprunté de l'argent au cours de l'année précédente

38%

29%

25%

Désagrégation des revenus des ménages en fonction du genre du chef de ménage, au niveau de la localité

Ménages gérés par des hommes
47 000 XAF

Ménages gérés par des femmes
39 500 XAF

POSTES DE DÉPENSES ET STRATÉGIES D'ADAPTATION

PRINCIPAL POSTE DE DÉPENSE TEL QUE DÉCLARÉ PAR LES MÉNAGES²

36% Alimentation
24% Santé
20% Education des enfants
8% Loyer

La part du loyer augmente pour les ménages locataires pour occuper un quart de leur budget

STRATÉGIES UTILISÉES POUR COUVRIR LES FRAIS DU MÉNAGE³

44% Réduction de la quantité et qualité de la nourriture
28% Dépenses sur les économies
10% Aide de la part des proches

➔ **12%** Proportion des ménages où les enfants contribuent de manière significative aux revenus (contre 4% dans le 3^{ème} arrondissement)

La non-scolarisation des enfants de la localité s'explique moins par le manque de ressources financières (raison invoquée à 30% uniquement, contre 60% dans le 3^{ème}) que par le fort besoin de main-d'oeuvre qu'induit les travaux aux champs¹

PRINCIPALE SOURCE D'EMPRUNT DES MÉNAGES

Famille, ami 62%
Tontine 16%
Professionnel 2%

31% des ménages ont emprunté au cours de l'année précédente

ASSISTANCE

➔ **18%** des ménages déclarent recevoir de l'aide de la part de proches.

➔ **8%** Des ménages déclarent recevoir de l'aide de la part d'associations locales, de groupes communautaires ou religieux.

PRINCIPAUX TYPES D'ASSISTANCE REÇUS PAR LES MÉNAGES⁴

32% Biens alimentaire
16% Argent
14% Aide au logement
14% AGR

PRIORITÉS RETENUES POUR LES MOYENS DE SUBSISTANCE ET L'ASSISTANCE

Intervention/ activité	Stratégie
Réduire la pauvreté urbaine de manière multisectorielle	Poursuivre et intensifier les travaux THIMO et "cash for work"
Promouvoir une économie nourricière basée sur des activités agricoles de qualité et de proximité pour garantir la stabilité des prix et favoriser la sécurité alimentaire	Promouvoir les AVEC et le micro-crédit à vocation agricole, Promouvoir et soutenir les AGR à vocation agricole
Réduire les frustrations et les attentes vis-à-vis des programmes humanitaires	Améliorer la transparence des processus de sélection des bénéficiaires en AGR par les ONG et les autorités impliquées. Ne pas passer uniquement par les Chefs de Quartiers, mais également par la Mairie qui doit être une interface à privilégier Partager d'avantage les informations entre les acteurs du territoire au niveau local
Réduire les risques de revente des kits par les bénéficiaires	Mener des campagnes de sensibilisation auprès des bénéficiaires et leur réseau social

¹ Ces données sont le résultat consolidé des 3 discussions de groupes menées pour chaque zone

² 36% des ménages ont ainsi rapporté "l'alimentation" comme étant leur principal poste de dépense.

³ Question uniquement posée aux ménages ayant répondu ne pas pouvoir couvrir ou couvrir avec difficulté les dépenses du ménage grâce à leur source de revenu (90% des ménages)

⁴ Question uniquement posée aux ménages ayant reçu de l'assistance (83 occurrences)

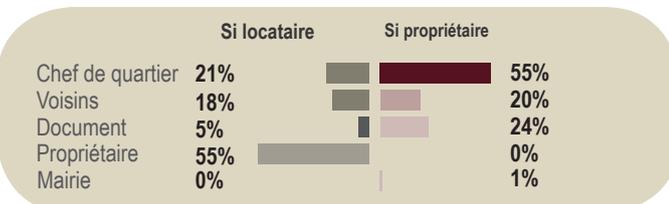
Logements, terre et biens (LTB)

Le tissu résidentiel s'est développé de manière largement informelle, sous la pression de l'accroissement démographique, de l'exode rural et des déplacements; sans trame urbaine ni planification en amont de voie d'accès ou d'équipements socio-économiques collectifs.

RAISONS D'INSTALLATIONS EXPRIMÉES, SI PROPRIÉTAIRES



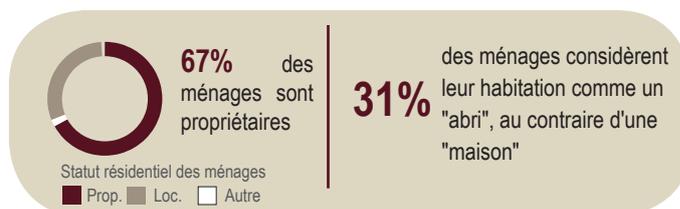
SOURCE D'AUTHENTIFICATION DU STATUT DE RÉSIDENCE DES MÉNAGES



Le mode d'accès au foncier qui domine est celui du **droit coutumier**, et la protection de l'accès à leurs anciennes parcelles demeure un obstacle majeur au retour des déplacés originaires de cette zone.

En effet, des **irrégularités dans les transactions foncières** ont été rapportées comme fréquentes, certains leaders communautaires étant rapportés comme orchestrant la revente frauduleuse de parcelles et de maisons initialement occupées par des ménages encore déplacés¹. Ce phénomène a engendré une certaine perte de confiance dans la capacité de médiation de ces autorités.

ETAT DES LIEUX SUR LE LOGEMENT DANS LA LOCALITE



➔ **8 900 XAF/Mois**
Loyer mensuel moyen payé par les ménages (il est de **16 300 XAF / mois** dans le 3^{ème} Arrondissement)

➔ **45%** des ménages locataires déclarent que le loyer représentent **plus de la moitié** de leur dépenses mensuelles. Il représente en réalité environ un quart de leur budget mais l'impression du "poids" est significative.

FOCUS SUR L'ACCOMPAGNEMENT DES RETOURS PAR UNE ASSISTANCE EN ABRIS :

La crise humanitaire de Bangui s'inscrit dans une crise urbaine², et les modalités de l'action humanitaire doivent donc s'adapter à une situation où la vulnérabilité des déplacés souhaitant se réinstaller se posent non seulement en termes socio-économiques, **mais aussi en termes fonciers**. Ceci concerne aussi bien les déplacés ne disposant pas de titre foncier pour la maison dont ils étaient propriétaires que les ménages locataires d'une maison détruite, qui représentaient plus d'un tiers des déplacés du camp de Bangui M'poko en 2016³. Certains habitants posent ainsi la réurbanisation de la zone comme une condition préalable au retour. Ceci implique entre autres la création et le renforcement des services de base et des infrastructures urbaines telles que la voirie, ou l'éclairage public.

PRIORITÉS RETENUES POUR LES QUESTIONS LTB

Intervention / Activité	Stratégies
Moyen terme	
Favoriser la réappropriation / restitution des terres et sécurisation du foncier pour les retournés	Utiliser les techniques d'attestation de témoignages et de résolution collaborative des différends promues par l'ONG NRC, campagnes de sensibilisation à l'endroit des occupants irréguliers
Favoriser la construction d'habitations dans les zones d'habitat détruit sur la base d'une surface habitable de 24m2 minimum (extensible et adaptable par le ménage)	S'assurer d'un engagement fort et d'un pilotage accru de la part du Groupe de Travail Solutions Durables (GTSD) sur ces problématiques
Promouvoir la sécurité de l'occupation et la formalisation de la sécurité foncière	Encourager les acteurs de relèvement à se former aux mécanismes de protection Logement Terre et Biens auprès de NRC, accompagner les ménages qui le souhaitent dans la procédure de reconnaissance foncière
Amélioration et formalisation des processus de vente	Former et sensibiliser les chefs de quartiers à l'importance de ces questions
Long terme	
Urbaniser la zone avec trame urbaine structurante (voirie, drainage, services publics) notamment sur les zones d'habitat détruit	Réaliser les travaux via des THIMO
Accompagner les efforts d'urbanisation par une régularisation ad hoc ou ex-ante de l'accès au foncier pour l'habitat	Apporter une assistance technique auprès du ministère de l'Urbanisme pour la réforme de la loi foncière et gestion domaniale et la gestion du cadastre, mais également appui à l'adressage. Appuyer un plaidoyer parlementaire dans ce sens.
Appuyer le ministère de l'Urbanisme pour la réforme de la loi foncière et gestion domaniale et la gestion du cadastre	

¹ Entretien avec un membre de l'équipe ICLA de NRC, Avril 2019

² Lorsque la réponse humanitaire requiert des politiques de développement urbain, J-B. Abderamane et A. Burlat, 2016

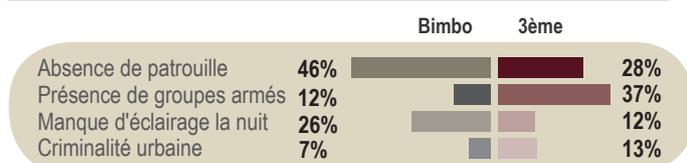
³ Le contexte urbain à Bangui, Anne burlat; Groupe URD, avril 2016

Sécurité, gouvernance et besoins prioritaires

SÉCURITÉ

La localité étudiée étant une zone majeure d'accueil des déplacés du 3^{ème} et du 5^{ème} arrondissement de Bangui, les déplacés sont principalement venus y trouver la sécurité. S'il demeure un climat de méfiance vis-à-vis des groupes armés actifs dans les quartiers limitrophes, notamment au PK5, la cohésion sociale et la perception de la sécurité dans ce territoire sont assez bonnes. L'axe de Boulata-Boeing, qui relie Bimbo III au 3^{ème} arrondissement, demeure **une zone tampon** de tissu urbain détruit et inhabité, et un facteur d'insécurité pour les déplacements pendulaires.

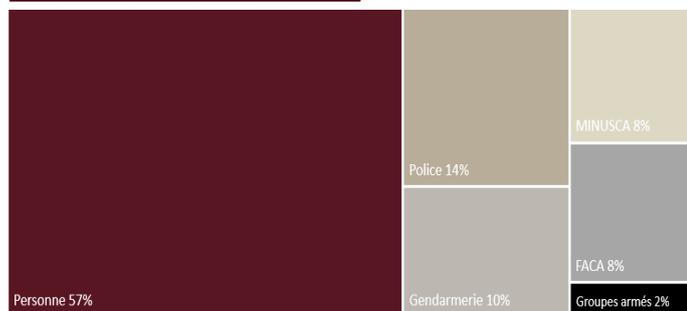
PRINCIPALES SOURCES DE SENTIMENT D'INSÉCURITÉ CITÉES :



SENTIMENT DE SÉCURITÉ DÉCLARÉ PAR LES MÉNAGES :



FORCES DE SÉCURITÉS RAPPORTÉES COMME ÉTANT LES PLUS PRÉSENTES DANS LA LOCALITÉ :

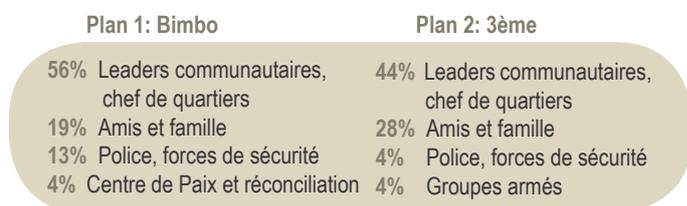


➡➡ **62%** des ménages déclarent avoir confiance dans ces forces de sécurité (contre 38% dans le 3ème)

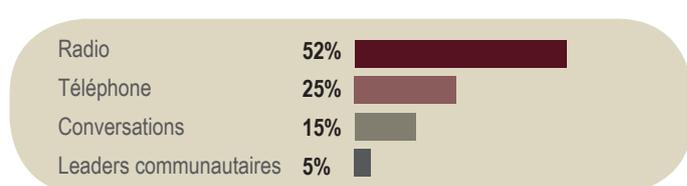
➡➡ **8%** des ménages considèrent le manque de sécurité comme le plus grand problème posé à leur communauté (contre 24% dans 3ème)

GOVERNANCE

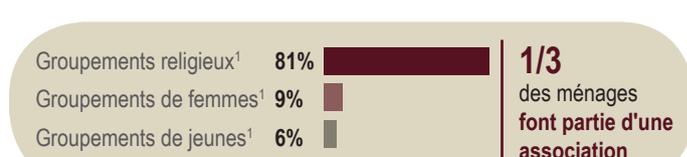
INTERLOCUTEURS PRIVILÉGIÉS POUR LE RÈGLEMENT DES CONFLITS :



PRINCIPALES SOURCE D'INFORMATION AU QUOTIDIEN DES MÉNAGES :



PRINCIPAUX TYPES D'ASSOCIATIONS JOINTES PAR LES MÉNAGES



Le réseau associatif est beaucoup plus confessionnel dans la localité que dans le 3^{ème} arrondissement (81% de groupements religieux contre 47%).

BESOINS PRIORITAIRES

Plus grand problème posé aux communautés selon les ménages:

➡➡ **41%** Les difficultés financières

➡➡ **23%** Les problèmes liés à l'eau et l'assainissement

➡➡ **10%** L'insécurité

➡➡ **8%** Les problèmes de déplacement

PRIORITÉS RETENUES POUR LES QUESTIONS DE SÉCURITÉ ET DE PROTECTION

Intervention / Activité	Stratégie
Redéployer les forces de sécurité intérieures	Faire des dotations en équipements roulants
Renforcer la visibilité de l'action des représentants de l'Etat	Mise en place de projets à forte visibilité et à effets rapides QIPS (Quick Impact projects)
Améliorer les voies d'accès	Créer des ouvrages de franchissement sur les cours d'eau pour permettre la circulation des patrouilles
Améliorer la sécurité nocturne	Soutenir la mise en oeuvre d'un éclairage urbain public solaire
Sécuriser l'axe Boulata-Boeing	Sécurisation accrue de certains points un ou deux jours par semaine par la JTFB, réalisation de projets de relèvement avec visibilité pour la Mairie et les acteurs locaux

¹ Question uniquement posée aux ménages faisant partie d'une association (354 occurrences)

Déplacements

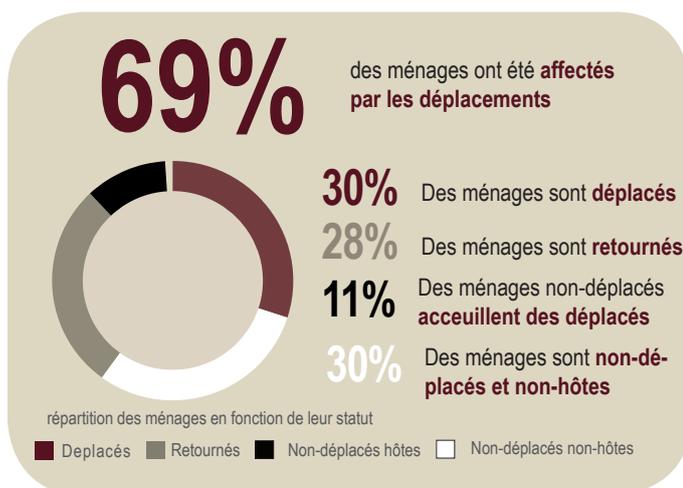
LES RETOMBÉES DES DIFFÉRENTES PHASES DE LA CRISE

Les populations ont initialement quitté leur quartier pour fuir les violences omniprésentes depuis la crise militaro-politique de 2013. Les ménages déplacés de Bimbo rapportent ainsi en majorité avoir été déplacés depuis **Mars 2015**.

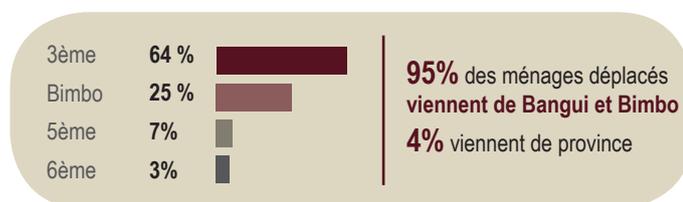
Les raisons principales évoquées ayant causé le déplacement sont à **50% l'insécurité**, et à **31%** en raison de la **destruction de leur maison**, ces deux raisons n'étant pas mutuellement exclusives.

Les zones de migrations ne sont pas très homogènes; les ménages se réfugiant chez des amis ou des proches. On observe néanmoins une tendance à une progressive homogénéisation confessionnelle des quartiers et arrondissements de migration au fil des événements successifs, la localité étudiée comptant **100%** de ménages chrétiens¹.

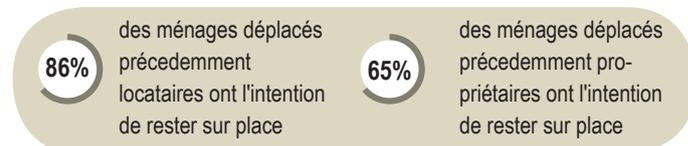
POPULATIONS AFFECTÉES PAR LES DÉPLACEMENTS



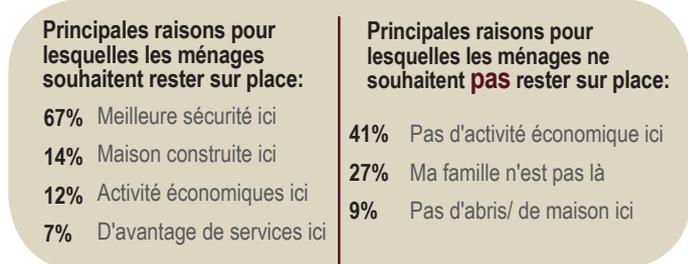
LOCALITE DE PROVENANCE DES MÉNAGES DÉPLACÉS



INTENTIONS DE RETOUR DES MÉNAGES DÉPLACÉS

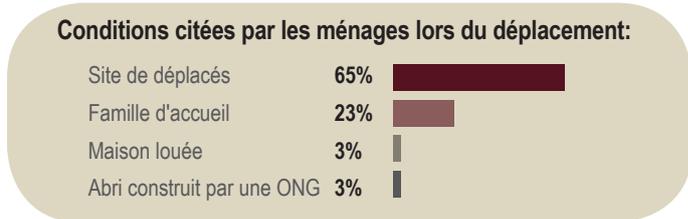


Note: en moyenne, 75% des ménages souhaitent rester sur place (68% dans le 3^{ème})

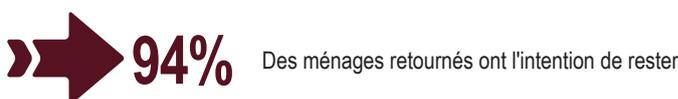
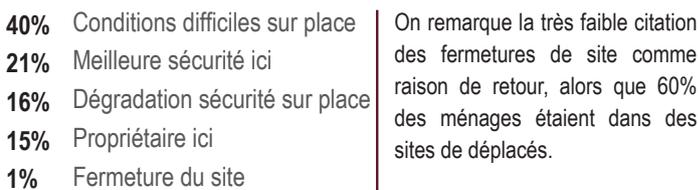


FOCUS SUR LES MÉNAGES RETOURNÉS

Les retours s'opèrent de façon individuelle et sporadique, selon les perceptions qu'ont les ménages du contexte socio-économique et sécuritaire à la fois de leur quartier de provenance et de migration. Les ménages retournés viennent majoritairement des sites de déplacés, après leur fermeture³.



PRINCIPALES RAISONS DE RETOUR EXPRIMÉES DES MÉNAGES RETOURNÉS



¹ Ces données sont le résultat des déclarations des enquêtes menées auprès des 1 050 ménages enquêtés dans le plan de relèvement couvrant le secteur Kokoro-Boeing et Guitangola-Plateau.

² Ces données sont le résultat consolidé des 3 discussions de groupes menées pour chaque zone

³ Ainsi à la question posée temporellement: "depuis quand êtes vous retournés chez vous?", 46% des ménages répondent qu'ils sont revenus depuis la fermeture des sites de déplacés.

Déplacements

FOCUS SUR LES FAMILLES D'ACCUEIL

➤➤➤ **4,3** Membres accueillis par ménage, en moyenne

Parmi les ménages qui accueillent des déplacés, on constate que seulement **47% d'entre eux se déclarent "non-déplacés"**.

➤➤➤ **28%** Des familles d'accueil se déclarent elles-même "déplacées"

➤➤➤ **25%** Des familles d'accueil se déclarent "retournées"

Dans plus de la moitié des cas ce sont donc des **ménages déjà vulnérabilisés par la crise** qui accueillent en plus d'autres membres vulnérables chez eux. Il existe donc une très grande diversité de cas de figure dans les situations de déplacements observées, qui fait écho au caractère protéiforme et complexe de la crise qui touche la ville de Bangui et ses environs depuis les 5 dernières années.

DÉSAGRÉGATION DE REVENU PAR STATUT DE DÉPLACEMENT

Il existe une différence notable entre les deux plans dans la désagrégation du revenu par situation de déplacement: alors que dans la localité de Bimbo, les ménages non-déplacés hôtes ont un revenu moindre que les ménages non-déplacés non-hôtes, suggérant ainsi que **l'accueil des familles grève le budget des ménages**; la situation est inversée dans le 3^{ème} Arrondissement, avec des ménages hôtes plus riches que les ménages non-hôtes, suggérant alors une **relation avec une vocation plus économique**.

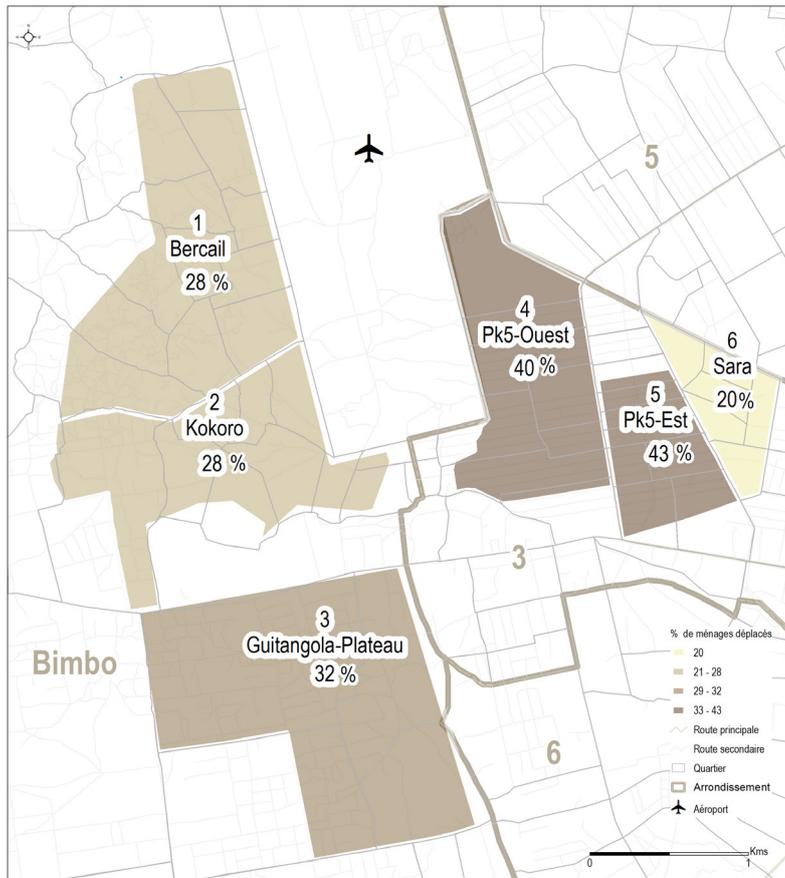
➤➤➤ **44 000 XAF** Revenu mensuel moyen



PRIORITÉS RETENUES POUR LES QUESTIONS LIEES AUX DÉPLACEMENTS ET À L'APPUI AU RETOUR

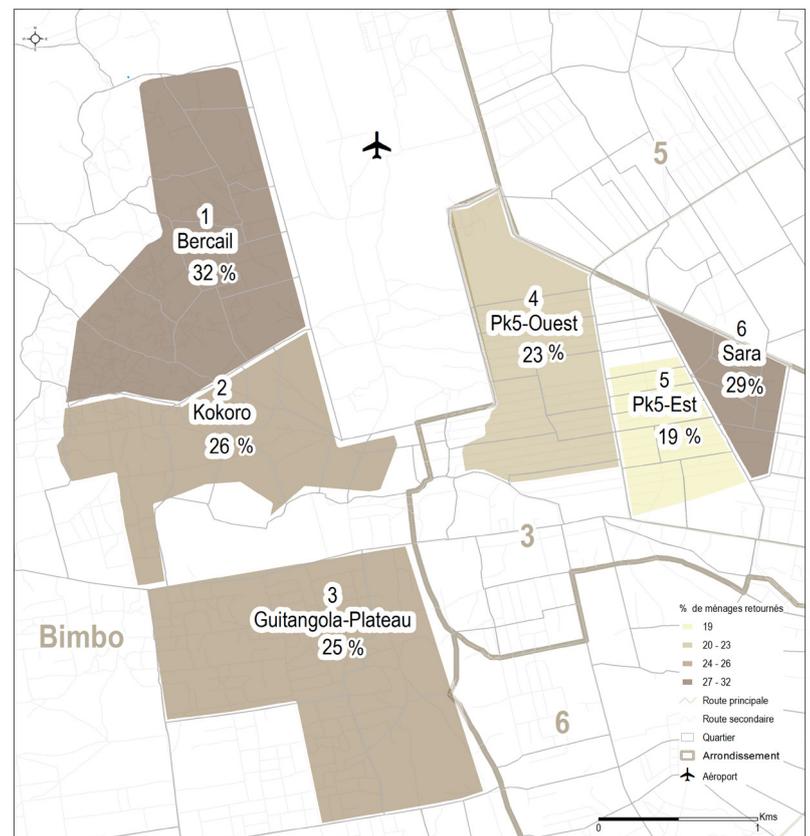
Intervention / Activité	Stratégie
Moyen terme	
Améliorer les conditions de retour	Appuyer l'adoption d'une approche par "zone de voisinage" ou "bassin de vie" afin d'améliorer les conditions de vie effective des habitants. Constructions/ réhabilitations en THIMO. Assurer un meilleur accès aux services publics (santé et éducation, eau)
Améliorer les conditions d'accueil des déplacés ne souhaitant pas rentrer	Appuyer l'adoption d'une approche par "zone de voisinage" ou "bassin de vie" afin d'améliorer les conditions de vie effective des habitants. Constructions/ réhabilitations en THIMO. Assurer un meilleur accès aux services publics (santé et éducation, eau)
Renforcer la cohésion sociale dans les quartiers	S'assurer d'une approche intégrée en impliquant les autorités religieuses et les différents comités de paix au niveau des quartiers, soutenir et renforcer les offres de THIMO à public mixte (interconfessionnel)

Cartes des déplacements



» CARTE 5:
MÉNAGES
DÉPLACÉS¹

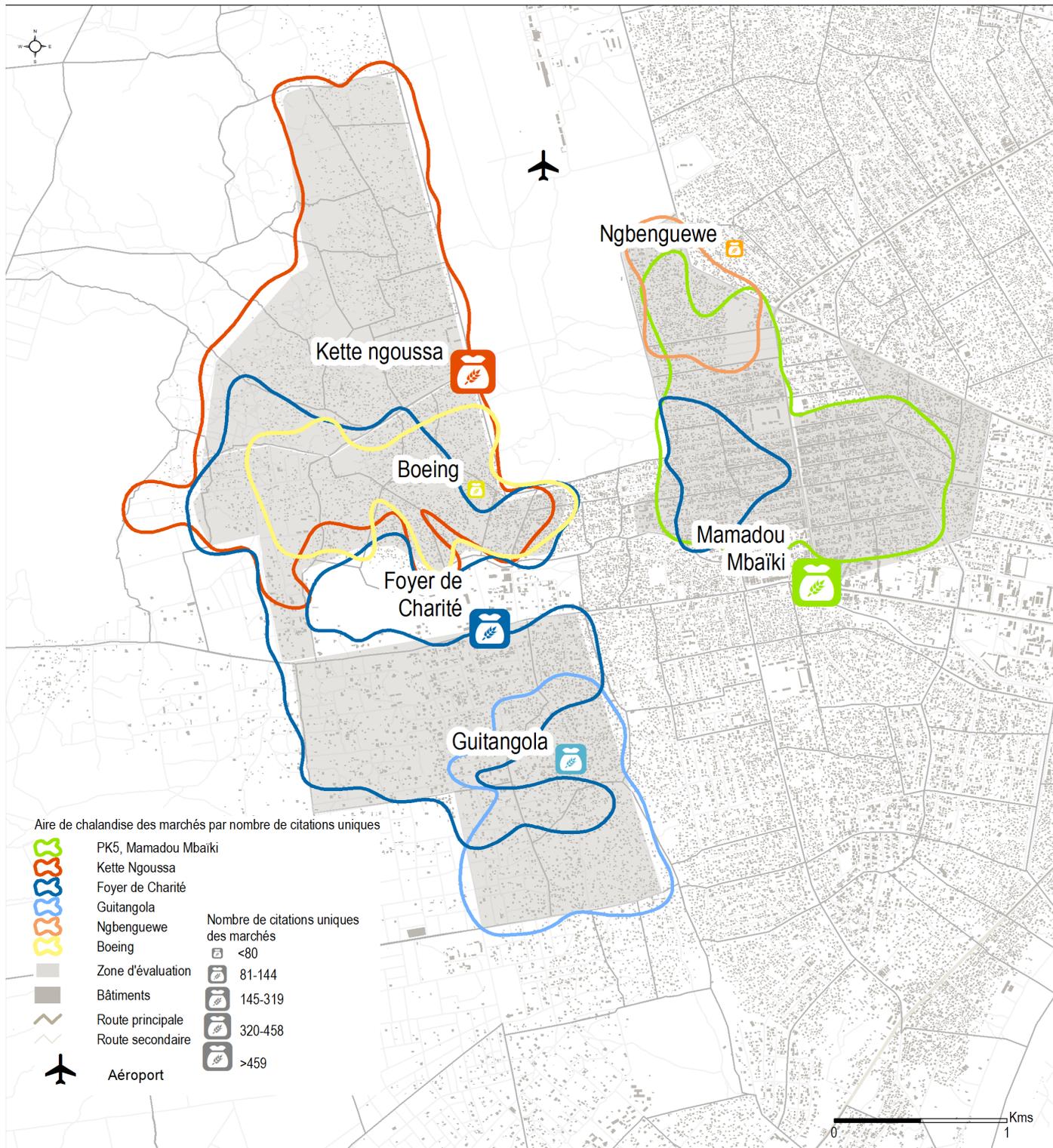
» CARTE 6:
MÉNAGES
RETOURNÉS¹



¹ Le nombre d'enquêtes ménages effectuées dans chaque "bassin de vie" (marquées 1,2,3,4,5,6 sur cette carte), permet d'obtenir des résultats représentatifs avec un niveau de confiance de 95% et 5% de marge d'erreur, pour chaque zone concernée (mis à part la zone 6 où les résultats sont donnés à titre indicatif uniquement).

Marchés et traversée de l'aéroport

CARTE 7: ZONES DE CHALANDISE DES PRINCIPAUX MARCHÉS COUVRANT LES ZONES ÉTUDIÉES



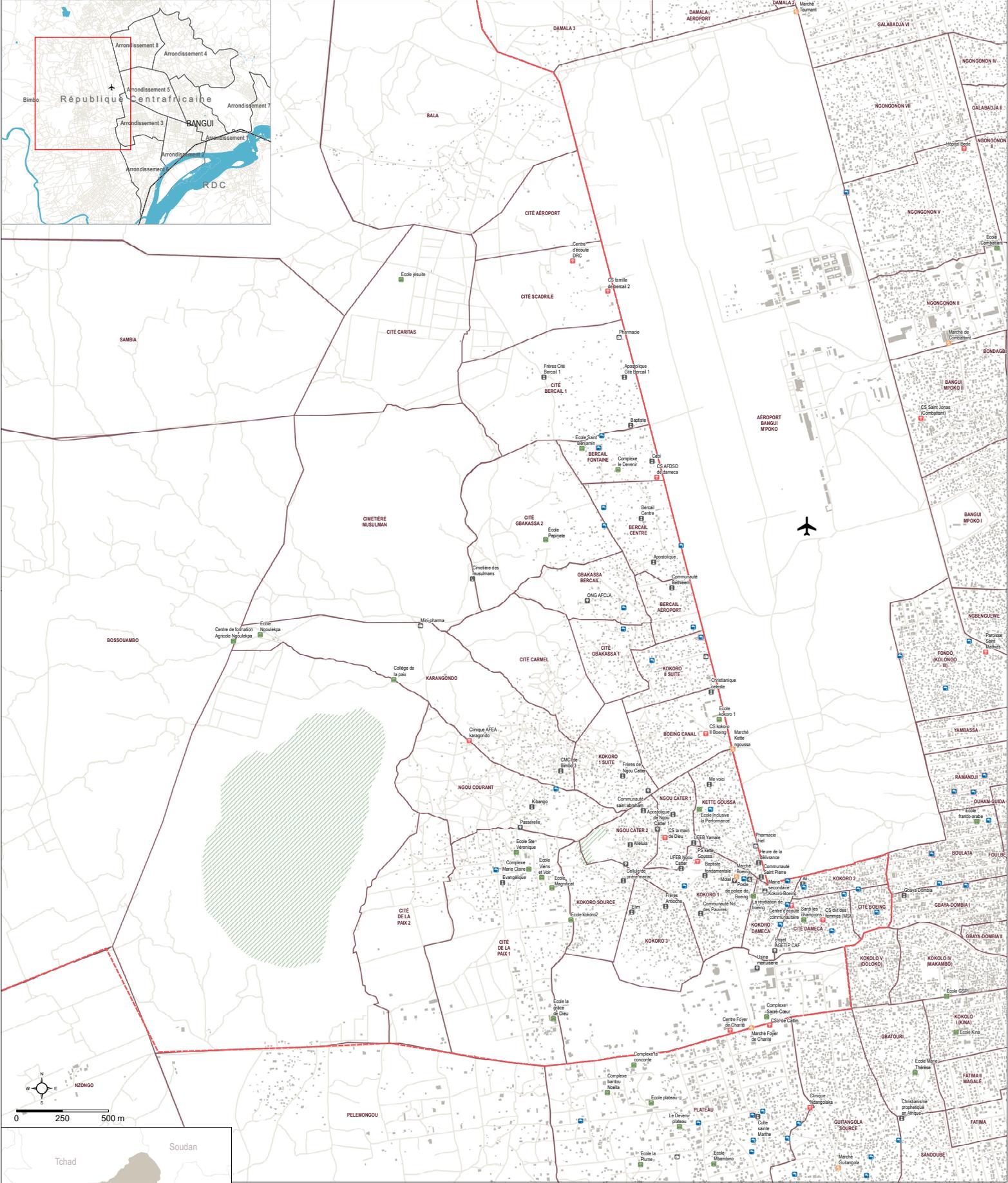
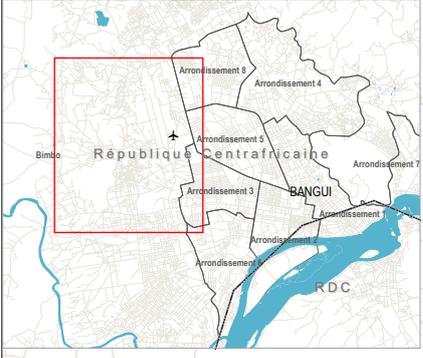
L'aire de chalandise est la zone habituelle de provenance de l'essentiel des usagers de ce service. Les ménages parcourent en moyenne 1km pour se rendre à leur marché.

65% des ménages déclarent aller au marché quotidiennement

Le coût des produits est cité à 60% comme la première source d'insatisfaction vis-à-vis des marchés (contre 30% des ménages à Bimbo).

57% des ménages évalués de Bimbo déclarent traverser l'aéroport à pied.

61% des ménages ont rapporté traverser l'aéroport au moins une fois par semaine, et **55%** le font pour aller au marché.



Infrastructure

- Ecole
- Hôpital/ Centre de Santé
- Marché
- Point d'eau
- Infrastructure non fonctionnelle
- ▨ Maraichage

Autres symboles :

- Point de repère
- Bâtiment administratif
- Banque
- Lieu de culte Chrétien
- Lieu de culte Musulman
- Mairie
- Pharmacie
- Poste de Police
- Route
- Bâtiment
- Quartier
- Commune de Bimbo III

Sources :
Infrastructures, points de repère, quartiers, commune de Bimbo III, maraichage: AGORA, 2019
Routes & bâtiments : OSM, 2019

Système de coordonnées :
GCS WGS 1984
Fichier : AGORA_CAR_ReferenceMap_BimboIII_30032019_A1
Contact : reach.mapping@impact-initiatives.org

Note: Les données, désignations ou frontières utilisées dans cette carte ne sont pas garanties sans erreur et n'impliquent en aucun cas la responsabilité ni l'approbation de AGORA, de ses partenaires ou organisations associées, ni des bailleurs de fond mentionnés sur cette carte.